

D 616 CUBA: TOURNANT DANS LA REVOLUTION

L'exode soudain de dix mille cubains par l'intermédiaire de l'ambassade du Pérou à La Havane, en avril 1980, est un épisode qui prend toute sa signification à la lumière d'autres événements récents. En effet, il s'inscrit dans le contexte du malaise larvé qui affecte de plus en plus la société cubaine, surtout depuis l'année dernière. Ce malaise se solde par un certain nombre de mesures politiques: -révision en baisse des objectifs de croissance pour 1980; - remaniement ministériel très important le 11 janvier dernier; - modification de l'échelle des salaires décidée en avril pour prendre effet au deuxième semestre 1980.

Ce malaise économique et "idéologique" avait été longuement analysé par Fidel Castro dans son discours du 27 décembre 1979 pour la clôture de la 2ème session 1979 de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire. Discours critique non rendu public. Dans l'impossibilité matérielle de le reproduire intégralement, nous en donnons ci-dessous des extraits pour un cinquième environ du total.

Note DIAL

Texte inédit:

DISCOURS DE FIDEL CASTRO POUR LA CLOTURE
DE LA 2ème SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
DU POUVOIR POPULAIRE
(27 décembre 1979)

(Extraits - Intertitres de DIAL)

Camarades,

Avant de conclure cette session, je tiens à vous donner quelques impressions et réflexions sur les sujets dont nous avons discuté.

Tous les points ont leur importance mais, indiscutablement, c'est celui concernant l'économie et le plan pour 1980 qui est le plus important et qui n'a pas été suffisamment débattu. J'ai dans l'idée qu'on n'a pas saisi l'essentiel de l'information donnée par le camarade Humberto (1) et inscrite dans le Rapport; c'est une impression relativement pessimiste, plus pessimiste peut-être qu'il ne faudrait. Je crois que nous devons nous faire une idée la plus exacte possible des difficultés qui sont réelles, trop réelles.

(1) Humberto Pérez président de la Junte de planification
(NdT)

(Les règles de la planification centralisée)

Le camarade Humberto a expliqué ici dans quelles circonstances réellement difficiles s'est trouvée l'économie en 1979. Conditions difficiles pour la raison que vous connaissez ou que vous apprenez à connaître: pendant de nombreuses années, en effet, tout ce qui a rapport aux ressources financières du pays et aux dettes a été traité avec beaucoup de discrétion au niveau de la direction du parti, du bureau politique, du comité exécutif ou du conseil des ministres au moment de la discussion du plan annuel. Vous savez que ce plan, exposé ici dans un certain nombre de feuilles et dans le Rapport, est constitué d'un matériau dont la synthèse représente quelquefois cent cinquante pages. Car il faut traiter les uns après les autres tous les chapitres essentiels de l'économie: le nombre exact d'écoles à construire, le nombre exact de kilomètres de routes, le nombre exact de logements, le nombre exact de livres à imprimer dans le pays, les tonnes de papier nécessaires, le nombre exact de serviettes de toilette, de toile de draps, de pantalons, de chemises, de tout; ainsi que le calcul des matières premières dont on dispose, des matières premières à recevoir de la zone socialiste, des matières premières à importer nécessairement de la zone capitaliste. Il faut calculer les entrées centime par centime, les dépenses centime par centime; et quand cela ne coïncide pas - et comme cela n'a jamais réellement coïncidé car les besoins en devises convertibles ont toujours été supérieurs aux disponibilités - il faut alors chercher un financement extérieur, obtenir un emprunt, se procurer des ressources.

(...)

(Blocage des crédits en 1979)

Suite à la politique des Etats-Unis envers nous, notre pays n'a pas accès aux organismes internationaux de crédit. Les crédits que nous obtenons c'est auprès des banques privées internationales ou auprès de gouvernements amis, socialistes ou non. Nous avons de grandes contraintes dans l'obtention de crédits par suite du blocus des Etats-Unis.

Eh bien! en 1979 nous n'avons pratiquement pas eu un centime de crédit, je veux dire de crédits extraordinaires, d'emprunts extraordinaires. Alors qu'en 1977 et 1978 nous avons pu compter sur des centaines de millions, en 1979 nous n'avons bénéficié que de quarante millions; et en 1980 nous lançons le plan sans aucun crédit extraordinaire. C'est dire que, dans tout cela, notre pays a le mérite d'avoir affronté 1979 avec le peu de ressources en monnaie convertible dont il disposait, en partie pour payer les dettes et en partie pour importer certaines marchandises et matières premières.

Personne ne pense ici que certains préfèrent donner à la population des "cigares de second choix"... Quand nous avons donné cette large explication qui a été entendue d'une manière ou d'une autre par des centaines de milliers de personnes, nous avons expliqué les problèmes que nous allions avoir en 1979, des problèmes de plusieurs types, y compris une diminution du pain, pas dans de grandes proportions mais une petite diminution, des haricots rouges aussi, et que la structure de distribution serait de type "cigares de second choix", car nous en recevions la plus grande part d'Union soviétique.

En raison des faibles disponibilités en devises convertibles il a fallu faire un effort terrible, au jour le jour. Très souvent on ne pouvait pas décider d'un achat avec six mois d'antécédence et y procéder six mois avant, parce que vous ne pouvez pas acheter en mars avec le sucre que vous exportez en juillet. Nous devrions nous adapter rigoureusement à nos possibilités de paiement, mois par mois.

(...)

(La nécessaire discrétion)

Ces années-ci nous avons obtenu quelques augmentations des produits en provenance de la zone socialiste et de la zone soviétique. Nous l'avons obtenu pour 1979 et pensons l'obtenir pour 1980. Mais nous n'avons pas pu disposer pour 1979 de cent millions de dollars supplémentaires, et encore moins de trois cents millions; car, réellement, c'est de trois cent millions de dollars dont nous avons besoin pour équilibrer les comptes. La même chose pour 1980. Si vous avez besoin de sept cents ou huit cents millions et que vous devez résoudre votre problème avec quatre cent cinquante, vous aurez logiquement des difficultés parce qu'il y a malheureusement beaucoup de produits que nous ne pouvons pas acheter dans la zone socialiste. La solution ce serait d'acheter ces produits dans la zone socialiste, mais il y a beaucoup de matières premières dont ils ne disposent pas, qu'ils n'exportent pas, certains équipements, certains aliments comme par exemple le lait en poudre qu'il faut importer en totalité de la zone occidentale. Nous en avons reçu un peu d'URSS; nous recevons de la FAO, en vertu de nos relations avec elle, environ dix mille tonnes de lait en poudre qui sont données. Mais pour maintenir le niveau de consommation de lait, de la production de yaourt, de la production de glaces, malgré l'augmentation de la production nationale de lait il faut en importer des quantités considérables.

Il y a des aliments, des produits, des médicaments, des matières premières, des dépenses que nous devons faire obligatoirement dans la zone de monnaie convertible. Cela a été la tragédie de la Révolution durant ses vingt et une années, depuis le début. Sauf que, bien sûr, dans les premières années de la Révolution, le niveau de consommation était plus bas, la population s'élevait à moins de sept millions alors qu'aujourd'hui elle atteint les dix millions. La consommation sociale était très basse: il n'existait ni système hospitalier ni système éducatif, toutes dépenses sociales qu'aujourd'hui le pays doit assurer.

Je pense qu'avec les informations qui vous ont été données les autres fois, vous êtes maintenant nombreux à commencer d'avoir une idée sur les données et les problèmes qui, pendant longtemps, n'étaient connus et traités que par un noyau restreint de dirigeants du pays. Ces problèmes ne peuvent être rendus publics car l'ennemi peut les utiliser, non pour faire des campagnes, au bas mot des campagnes politiques, mais pour mettre des obstacles à nos recherches de financement à l'extérieur.

C'est la raison pour laquelle la discrétion est maintenue, une raison politique. Du point de vue de la compréhension du peuple, il serait bien meilleur de publier toutes ces données dans Granma et dans Bohemia, de les consigner dans un livre qui serait tiré à cinq millions d'exemplaires, pour que notre peuple comprenne les réalités d'un pays sous-développé. Car, comme nous l'avons dit d'autres fois, on a l'impression que bien des gens n'ont aucune idée de ce qu'est le sous-développement; ils n'ont pas idée du caractère universel de ce phénomène.

Aux Nations-Unies (2), l'une des choses les plus applaudies c'est quand nous avons évoqué l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et l'allègement de la dette des pays sous-développés de niveau supérieur. C'est l'une des dix demandes "syndicales" - comme je les appelle - que nous avons avancées aux Nations-Unies au nom des pauvres de ce monde. Ce n'est pas pour nous que nous le demandons, c'est pour les autres qui sont dans une situation bien pire que nous, bien pire, avec la crise économique, avec l'inflation, avec l'augmentation des prix à l'importation et avec l'augmentation du prix du pétrole, mais surtout avec la non-augmentation de leurs produits d'exportation. Pour nous, il y a dix ans, avec une tonne de sucre on pouvait acheter six ou sept tonnes de pétrole; sur le marché international d'aujourd'hui, en 1979, une tonne de pétrole valait pratiquement une tonne de sucre.
(...)

(Conditions commerciales avec le camp socialiste)

Quelle serait la situation de notre pays si nous n'avions pas le privilège de pouvoir nous appuyer sur le camp socialiste, essentiellement sur l'Union soviétique. C'est un privilège pour notre Révolution d'être née en 1959 car si la révolution se produisait aujourd'hui, vingt ans plus tard, avec les difficultés qui sont celles du camp socialiste lui-même, nous ne pourrions pas bénéficier des avantages que nous avons aujourd'hui.

Il faut dire que ces avantages sont depuis vingt ans ceux d'une position révolutionnaire, d'une politique révolutionnaire cohérente, d'un prestige et d'une confiance extraordinaire qui nous ont permis, par exemple, de jouir d'un prix privilégié pour notre sucre de la part de l'URSS. Celle-ci nous a toujours donné un prix supérieur à celui du marché mondial. Quand il était à 4, l'URSS payait 6; quand il était à 6, elle payait 11; et quand se produisit l'extraordinaire montée du prix à 60 centimes, on a signé avec l'Union soviétique le meilleur accord jamais passé par nous et par aucun autre pays. Le prix est retombé à 30 centimes, mais avec une clause à la proportionnelle: si les prix des produits que nous importons d'URSS montent, si le prix du pétrole, de l'acier, du bois, du blé, des aliments, des matières premières et des équipements montent, l'URSS fait monter le prix de notre sucre.

Comme ces prix ont beaucoup augmenté, en particulier pour le pétrole car les prix socialistes s'alignent à la longue sur les prix du marché mondial, quel est celui de notre sucre maintenant? Je ne sais pas exactement car les prix changent tous les jours avec ceux de ce que nous importons. Pour donner une idée, notre sucre vaut actuellement 44 centimes de dollar. Savez-vous à quel prix nous payons cette année la tonne de pétrole soviétique? 70 pesos. Donc, quand le pétrole monte à 200 et quelque chose, nous le payons, nous, 70. C'est à dire que nous avons instauré des conditions d'échange commercial très bonnes avec le camp socialiste.

(...)

(Disponibilités en force de travail)

Nous sommes actuellement en discussion avec les soviétiques sur notre collaboration au cours des cinq prochaines années. Il y a précisément ici

(2) Discours de Fidel Castro en tant que président du Mouvement des non-alignés. Cf. DIAL D 573 (NdT).

une importante délégation soviétique sous la direction du président du GOSPLAN soviétique, un homme de grande expérience, de grand talent, de grande qualité humaine. Nous avons pu mesurer la magnifique attitude des soviétiques, malgré leurs difficultés car ils en ont pour collaborer avec nous, dans leur volonté de coopérer à notre développement (applaudissements). Nous avons pu apprécier leur volonté au cours des multiples conversations que nombre d'entre nous ont eu avec la délégation soviétique. Nous avons pu nous rendre compte aussi de leurs impressions positives, à certains moments, de leur admiration pour l'effort que nous faisons sur certains fronts.

(...)

Nous avons parlé d'autres affaires. Parfois nous avons davantage besoin de certains produits mais les soviétiques ont des difficultés. Le bois par exemple. Nous avons lancé quelques idées: s'ils manquent de force de travail pour exploiter des forêts, qu'ils nous en cèdent quelques-unes, même si c'est en Sibérie, de préférence en Sibérie car il y fait moins chaud (applaudissements). Nous enverrons nos brigades d'ouvriers pour exploiter le bois en Sibérie, pour fabriquer celui dont nous avons besoin, et pas seulement pour la construction. Par exemple s'ils nous offrent 500.000 m³, nous verrons si nous pouvons en fabriquer 500.000 autres, ou 600.000, ou 700.000, sur la base d'une transaction commerciale: tant pour nous, tant pour eux. Puisque nos forêts ne sont pas suffisantes, puisqu'il y a du bois en Sibérie, puisque l'URSS est notre frère - car il l'est - alors ces ressources sont aussi les nôtres (applaudissements).

Nous avons des dizaines de milliers de travailleurs et de combattants internationalistes à l'extérieur. Nous avons 1.200 instituteurs au Nicaragua, dont la moitié de femmes, dans les endroits les plus reculés où il n'y a jamais eu une école, une classe, et qui font l'admiration de nos frères nicaraguayens. Nous avons eu 36.000 soldats en Angola (applaudissements). Nous avons eu jusqu'à 12.000 soldats en Ethiopie (applaudissements). Nous avons des instructeurs en Angola, en République de Guinée, en Lybie, en Irak. Nous en avons eu au Vietnam. Comment donc n'aurions-nous pas 10.000 hommes si nous en avons besoin pour produire du bois en Sibérie pour notre développement. Les avons-nous ou pas? (Exclamations: "Oui"). C'est ça... (cris dans le public: "Les femmes aussi!"). Les femmes aussi, bien sûr! (applaudissements). Je tiens à clarifier que quand je parle d'hommes, je me réfère à l'espèce humaine c'est à dire, dans mon esprit, l'homme et la femme (applaudissements).

(...)

(Pas de révolution culturelle)

On a parlé ici d'exigences: Raul (3) a dit que la Révolution pouvait avoir vieilli, que nous pourrions être devenus vieux. Il est parfaitement impossible, dans tous les sens du mot, qu'une vraie révolution vieillisse car les expériences qui se font sont nombreuses et des élections nouvelles ont lieu.

Il faudrait se demander pourquoi, dans la période récente, ont commencé à se faire jour certains problèmes, certaines faiblesses idéologiques, une indiscipline grandissante, certains symptômes de corruption, bref

(3) Raul Castro, frère de Fidel, numéro deux du régime (NdT).

des phénomènes de ce genre. Aurions-nous cessé de nous tenir sur nos gardes? N'aurions-nous pas trop confiance en nous? N'aurions-nous pas cru que tout est fait? L'absence de l'ennemi nous ferait-elle perdre notre combativité? Ne nous serions-nous pas sentis trop bien, trop accommodés? N'aurions-nous pas eu trop confiance dans les institutions, dans les mécanismes, en oubliant que l'homme est le facteur essentiel? Aurions-nous négligé la gestion? Ne nous serions-nous pas laissé aller à des négligences, à des faiblesses, etc?

Nous devons méditer sur cela, nous devons procéder à un examen, nous devons faire notre autocritique, nous devons faire notre examen de conscience, nous devons nous interroger.

Il est indiscutable que durant les premières années de la Révolution, le manque d'expérience était grand. Aujourd'hui nous ne pouvons pas parler d'inexpérience et si nous commettons encore des erreurs - et nous pouvons en commettre - il faut savoir les corriger rapidement. Si nous avons commis des erreurs au cours du processus institutionnel il faut les dépasser, et si nous sommes tombés dans un certain idéalisme il faut le dépasser.

Parfois nous favorisons l'indiscipline. Ainsi, le fait d'avoir retiré le receveur des autobus a peut-être contribué à cela. Quand nous supprimons le guichet d'entrée dans les cinémas et que nous demandons à la population de payer volontairement, nous aidons 30% de la population à ne pas payer et à se corrompre. Nous sommes sans doute responsables dans une grande mesure de l'indiscipline au travail que nous avons évoquée. Il n'y a aucun doute: nous devons prendre une série de mesures.

(...)

Dans un processus révolutionnaire qui comporte des difficultés objectives, où il peut même y avoir de nombreuses personnes qui ne comprennent pas l'importance des problèmes, je crois que les choses mal faites sont de l'eau au moulin de la contre-révolution. Nous ne ferons pas de "révolution culturelle" mais nous devons avoir pour objectif - et y parvenir même si c'est très difficile - de supprimer radicalement toutes ces choses que sont les privilèges, les faiblesses, les négligences et l'irresponsabilité qui sont cause d'irritation pour le peuple (applaudissements prolongés).

Nous sommes majeurs, oui, avec les vingt ans d'âge de la Révolution. Comme tels nous sommes responsables de ces problèmes, et comme tels nous sommes responsables de ces obligations. Mais c'est le combat de tous: c'est d'abord le combat du Parti, c'est le combat de l'Etat, c'est le combat des organisations de masse, c'est le combat des pouvoirs populaires, c'est le combat de l'administration centrale, c'est le combat de tout le peuple.

Il faut procéder à des changements. Nous en avons déjà faits certains et, prochainement, nous en ferons de plus importants encore, sans traumatismes. Même si cela nous fait mal. Il y a des camarades qui n'ont pas été efficaces dans leur tâche. Quels que soient leurs mérites révolutionnaires, il n'y a pas d'autres alternatives que de les remplacer, car les intérêts de la Révolution doivent passer par-dessus tout autre considération et même par-dessus tout mérite.

(...)

(Faire face à la contre-révolution)

C'est pourquoi la Révolution doit avoir la main ferme et rester vigilante. Nos universités sont pour les jeunes qui le méritent (applaudissements). Nos universités doivent être pour les jeunes révolutionnaires, pour les jeunes à l'esprit combatif, à l'esprit internationaliste. Nous ne permettrons pas l'affaiblissement de notre jeunesse! Nous ne le permettrons pas (applaudissements). Nous ne formerons pas un médecin, pas un ingénieur, pas un professeur d'université pour qu'il s'en aille du pays. Nous voulons que nos hommes qualifiés aient l'esprit des médecins, des constructeurs et des combattants qui sont en Angola, en Ethiopie et dans de nombreux autres pays (applaudissements).

Voilà l'esprit révolutionnaire! Je suis convaincu que nous avons un peuple possédant vraiment un trésor de conscience, un trésor d'histoire, mais aussi et surtout un grand nombre de jeunes magnifiques, capables de n'importe quelle prouesse. Et je suis sûr que très peu de peuples au monde peuvent faire montre aujourd'hui d'une telle gerbe de valeurs morales et de valeurs révolutionnaires comme celle de notre peuple (applaudissements prolongés).

(...)

Il y a ici, dans cette Assemblée nationale qui représente la suprême autorité de notre Etat socialiste, de nombreux camarades du Parti, du Comité central et des Pouvoirs populaires, pratiquement tous les présidents et secrétaires du Parti dans les provinces, l'ensemble du Bureau, le Conseil d'Etat, de nombreux dirigeants et cadres du Parti et de l'Etat, de sorte qu'il y a ici une large représentation de notre Révolution. Nous devons être prêts à livrer cette bataille contre nos déficiences, contre nos faiblesses, contre nos fautes. Une rude bataille contre nos ennemis. L'un de nos ennemis les plus importants c'est nos propres faiblesses. Je dis que c'est la première bataille à livrer. Nous devons nous y préparer car le chemin de la Révolution est long.

Si nous avons cru qu'au bout de vingt ans tout était résolu, que la phase du combat était terminée, c'était une erreur de notre part. L'impérialisme est là, à nos côtés. Il ne nous pardonnera jamais ce que nous avons fait jusqu'à maintenant; il ne renoncera pas à l'idée de nous affaiblir d'une façon ou d'une autre. Aussi, tant qu'existera l'impérialisme, nous aurons à faire face à de grands dangers. Je pense que tant qu'existera l'ennemi impérialiste les hommes devront rester en alerte. Une révolution doit toujours se tenir sur ses gardes.

La patrie ou la mort!

Nous vaincrons!

(Ovation)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441